

VIE DES PARTIS

EE-Les Verts ne votera pas la LGV, le 28 février

Lors de leurs vœux, les élus écologistes régionaux ont martelé leur refus sur ce dossier qui sera voté à la fin du mois.

Pour les élus écologistes de la Région Midi-Pyrénées, le projet ligne à grande vitesse (LGV), selon le cadre proposé à l'heure actuelle, c'est non. Guillaume Cros, président du groupe à l'assemblée régionale, et ses camarades ne donneront pas leurs voix à un dossier que Martin Malvy, président de la Région, mettra en délibéré lors de la prochaine séance plénière de la collectivité, lundi 28 février.

Plusieurs griefs

La divergence d'approche entre les écologistes et leurs homologues du Conseil régional réside dans les modalités du partenariat public/privé qui constitue le plan de financement, par ailleurs exorbitant, du projet. « Et si on continue comme on est parti, le TGV n'arrivera jamais à Toulouse. Jamais nous ne pourrions supporter de tels coûts ! Logiquement un tel partenariat se partage à 50 %. Pour ce projet LGV, l'État prévoit que le partenaire privé, en l'occurrence Vinci, ne participe qu'à 27 % tandis qu'il jouira ensuite

d'une concession sur 50 ans pour les trains qui passent. Les 73 % restant devront être financés par l'État et les collectivités locales », s'insurge le conseiller régional François Simon, qui se fait l'avocat du non depuis son arrivée dans l'hémicycle régional. C'est lui, du reste, qui portera une fois de plus la thèse de son groupe à la tribune le 28 février pour tenter de convaincre des collègues socialistes qui auront en tête le refus, par Ségolène Royal et le Conseil régional de Poitou-Charentes de participer au financement du tronçon Tours-Bordeaux. Un tronçon auquel la Région Midi-Pyrénées doit participer financièrement également. Et la note vient de grimper depuis le refus de Ségolène Royal : « Le projet de convention dit que lorsqu'une collectivité refuse d'abonder, les autres doivent prendre sa place. Un système inflationniste... », note François Simon, qui préférerait que le projet consiste à élargir les lignes déjà existantes au risque de sacrifier trente minutes sur le temps de trajet du futur train. P.P.

Gérard Onesta veut un autre rôle pour ses « experts »

Les européennes puis les régionales ont donné raison aux écologistes de croire en un nouveau succès pour les prochaines élections cantonales de mars 2011. Ils aimeraient bien, en tout cas, que soit rendu justice au travail de coulisses que Gérard Onesta, entre autres, prétend être celui



Gérard Onesta, vice-président du Conseil régional de Midi-Pyrénées.

des écologistes auprès de plusieurs collectivités locales où les écologistes ne sont pas encore représentés. « Oui, on cherche régulièrement l'expertise des écologistes dans les coulisses de plusieurs assemblées dont le Conseil général de Haute-Garonne. On serait bien plus

efficace assis sur le siège des élus ! », prévient le vice-président du Conseil régional. Et quand un Onesta cause d'experts, il se trompe rarement ! Reste maintenant à savoir si les électeurs feront autant confiance aux déclarations de Gérard que les supporters de handball le font à son cousin Claude, couronné une fois de plus d'un titre, dimanche dernier.